
2004-12-09

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Évolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 2003

(article publié dans la Revue économique du 4e trimestre de 2004) - www.nbb.be

Dans un contexte de croissance économique encore hésitante, la valeur ajoutée totale créée par les sociétés non financières a augmenté de 3,4 p.c. (en termes nominaux) en 2003, ce qui constitue le meilleur résultat depuis trois ans. Parallèlement, les charges d'exploitation ont quasiment stagné, sous l'effet de la croissance très modérée des frais de personnel (qui est notamment due à la diminution de l'emploi dans l'industrie) et de la nouvelle contraction des amortissements (qui reflète la faiblesse des efforts d'investissement des entreprises tant en 2002 qu'en 2003). À l'inverse de ce qui s'était produit au cours des années précédentes, la croissance de la valeur ajoutée a donc largement excédé la croissance des charges d'exploitation. En conséquence de ces évolutions contrastées, le résultat net d'exploitation de l'ensemble des sociétés a augmenté de près de 23 p.c., pour atteindre 21,2 milliards d'euros. Une progression d'ampleur comparable n'avait plus été observée depuis 1997. Quant aux résultats financiers et exceptionnels, ils ont une nouvelle fois été largement positifs. Après agrégation de toutes les composantes du compte de résultats, les sociétés non financières ont réalisé un bénéfice net après impôts de 24 milliards d'euros, en hausse de 96 p.c. par rapport à 2002. S'il est confirmé par les données définitives, ce quasi-doublement du bénéfice, qui intervient, il est vrai, après deux années de forte diminution, constituerait un record historique.

La situation financière des sociétés s'est globalement améliorée en 2003, après avoir sensiblement pâti du climat conjoncturel morose qui avait prévalu en 2001 et en 2002. En matière de solvabilité, outre la nouvelle et légère progression de l'indépendance financière, la capacité des entreprises à rembourser leurs dettes s'est redressée, après plusieurs années de diminution. Le coût de l'endettement, évalué au travers des charges d'intérêts des dettes financières, a par ailleurs poursuivi le mouvement baissier entamé en 2002, à la suite d'un nouveau repli des taux d'intérêt du marché. Quant à la rentabilité, alors qu'elle avait subi, de 2000 à 2002, une forte érosion dans les grandes entreprises et même un effondrement dans les PME, elle a très nettement rebondi en 2003. Ce rebond trouve sa principale origine dans la maîtrise des charges d'exploitation (frais de personnel et amortissements) et des charges financières.

Enfin, pour la première fois ont été présentés les résultats d'un modèle de prévision de défaillance. En permettant notamment de positionner les sociétés dans des classes de risque, celui-ci apporte un éclairage renouvelé sur la réalité financière des entreprises belges. La proportion d'entreprises en difficulté s'élève à 17 p.c. pour les grandes entreprises et à 20,5 p.c. pour les PME. Ces entreprises représentent 217.000 travailleurs, dont 85.000 dans la classe de risque la plus vulnérable. Il y a lieu de noter que les entreprises rangées dans les classes à risque ne sont pas nécessairement destinées à tomber en faillite; elles connaissent par contre de sérieux problèmes financiers qui sont susceptibles de mener à des retards de paiement ou de remboursement de dettes, à une restructuration, à un abandon de l'activité, voire à une faillite. Après avoir sensiblement augmenté en 2000 et 2001, les risques de défaillance ont reflué en 2002, tant dans les grandes entreprises que dans les PME. Cette tendance à l'assainissement s'est poursuivie en 2003 au sein des sociétés de l'échantillon constant, surtout pour les grandes entreprises. Dans l'ensemble, le risque financier des branches non manufacturières est structurellement supérieur à celui de l'industrie manufacturière, tant sur le plan de la proportion d'entreprises en difficulté que sur le plan de la proportion d'emplois concernés. Les branches belges les plus saines sont la chimie, les transports, l'énergie et l'eau, tandis que les branches les plus vulnérables sont le textile, le bois, le commerce, l'Horeca, l'immobilier et les services aux entreprises.